



PRISE DE POSITION DE JÜRIG ZELLWEGER

Pour un développement objectif

Acteurs clés du marché de l'emploi, les employeurs doivent plus que jamais miser sur une politique de formation basée sur des faits. Dans le cas contraire, le développement continu pourrait devenir une loterie à l'issue incertaine.

Quiconque s'intéresse à la numérisation, à la question des travailleurs qualifiés ou à l'intégration des divers groupes de population dans la vie active se trouve confronté aux questions de formation. Ainsi, le marché du travail et le système de formation collaborent pour répondre à la demande en personnel qualifié compétent. L'une des particularités de la formation professionnelle suisse est d'impliquer systématiquement les employeurs, bien davantage que dans d'autres pays. Mentionnons la grande importance de l'apprentissage en entreprise, l'influence des associations sur les contenus de la formation, l'importance des moyens financiers mis en œuvre et l'action des structures associatives compétentes, y compris le travail de milice. Ces milliards que l'économie consacre à la formation professionnelle permettent à notre système éducatif d'offrir de bonnes prestations. On peut toujours améliorer et développer le système. L'environnement évolue et les défis actuels constituent une source d'incertitude. Du point de vue des employeurs, il convient de s'assurer que le système éducatif saura faire face à l'avenir. La formation et le perfectionnement doivent permettre de saisir les chances de l'économie numérique, mais aussi de maîtriser les mutations rapides ou même les bouleversements du travail. Plusieurs activités vont en ce sens, en particulier les réflexions menées par la Confédération, les cantons et les partenaires sociaux dans le cadre de la « Vision 2030 de la formation professionnelle », les rapports du Conseil fédéral sur la numérisation et sur l'éducation ou

les travaux des associations visant à améliorer la mobilité professionnelle des actifs en vue de la reconversion professionnelle et sectorielle.

Une base : le rapport sur l'éducation

Une politique éducative fondée sur des faits est indispensable pour que les employeurs puissent compter sur des formations performantes, efficaces, favorables à l'égalité des chances et inscrites dans le long terme. Cette exigence repose aussi sur le fait que rares sont ceux qui, dans la vie politique courante, étudient les résultats du système éducatif et l'allocation ciblée des ressources affectées à la formation. L'Union patronale suisse a ainsi instauré le principe suivant : « Utiliser les connaissances issues du processus de monitoring de l'éducation en Suisse ainsi que les rapports sur l'éducation correspondants et en tenir compte pour le développement du système et la formation au quotidien ». Le rapport 2018 sur l'éducation en Suisse paraît donc au bon moment. Il contribuera dans un premier temps à comprendre les rouages du système de formation (professionnelle) et à identifier les clés de sa réussite, mais aussi ses éventuels dysfonctionnements. Certains esprits critiquent ce « regard dans le rétroviseur ». On objectera que le rapport sur l'éducation servira de base aux travaux futurs. À défaut d'une base solide, le développement continu pourrait devenir une loterie à l'issue incertaine.

Jürg Zellweger est membre de la direction de l'Union patronale suisse et responsable de son secteur Formation, Zurich